

ÉVOLUTION DU CAPITAL

Rappel

Capital initial statutaire **914 964,10 €**
Date d'immatriculation **28/12/1999**
N° RCS Paris **428 751 010**
Visa AMF n°00-04 en date du 20/01/2000.

Situation au 31/12/2018

Nombre de parts émises **1 994**
Collecte du trimestre **0 €**
Capital social **12 159 332 €**
Capitalisation* **15 199 165 €**

*Sur la base du dernier prix d'émission des parts.

NOMBRE D'ASSOCIÉS

Au 1^{er} octobre 2018 : **232**
Au 31 décembre 2018 : **232**

VALEUR DE RÉALISATION

4 508 € /PART
selon expertises au 31/12/2017.

VALEUR IFI 2018

4 412 € /PART

RÉGIME FISCAL

Malraux ancien régime : imputation des déficits fonciers sans limite sur le revenu global.

Montant moyen des travaux défiscalisés pour une part souscrite à 7 622,45 € :

8 266 € /PART
Source : Rapport Annuel 2017.

PIERRE INVESTISSEMENT 3

BULLETIN D'INFORMATION - N°75 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

VALIDITÉ DU 01/01/2019
AU 31/03/2019

ÉDITORIAL

Toute l'équipe d'INTER GESTION est heureuse de vous présenter ses meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année

L'année 2018 a été marquée par la dissolution anticipée de la SCPI afin de préparer la future vente des immeubles. La phase relative aux diagnostics techniques est en cours de réalisation sur l'ensemble du patrimoine afin de vendre les premiers lots libres de tout engagement réglementaire.

La tendance du marché immobilier résidentiel au dernier trimestre semble s'inscrire dans la continuité des hausses des prix enregistrées sur les 9 premiers mois.

Une accalmie en 2019 reste improbable. Ainsi, le groupe Century 21 table sur une hausse de 1 à 1,2% après la hausse moyenne de 1,7% constatée en 2018.

Il est vrai que les taux d'intérêt qui restent très bas, favorisent l'achat et corrélativement la hausse des prix dans les zones tendues.

En la matière, Paris reste loin devant et des grandes agglomérations comme Bordeaux, Toulouse, Lyon, Nantes, ou Rennes tirent leur épingle du jeu. Les régions où l'économie se développe et le chômage est faible, là où les populations se maintiennent, et le reste de la France.

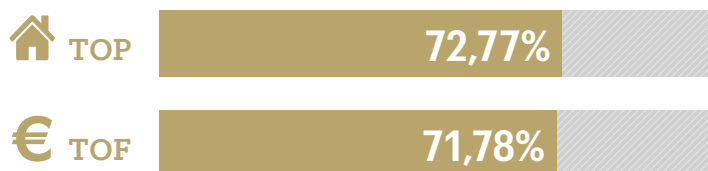
Par ailleurs, dans une optique d'amélioration des services, INTER GESTION met en place la dématérialisation des convocations et des votes pour l'assemblée générale. Il est indispensable de compléter la note de renseignement et d'adhésion jointe à ce bulletin et nous en faire retour par email à AG2019@inter-gestion.com.

PATRIMOINE IMMOBILIER

Villes	Adresses	Surfaces Totales (m ²)	Situation au 31/12/2018
SEDAN	9, rue de Bayle	676	En location
MARSEILLE	10/18, rue du Baignoir	791	En location
AVIGNON	57, rue Philonarde ; 20, rue Thiers et 52, rue des Fourbisseurs	217 ; 294 et 174	En location
NANCY	55/59, rue Saint Nicolas	157	En location
VALENCIENNES	84, rue Famars	544	En location
TROYES	5/9, rue Trinité Turennes et 47, rue Clémenceau	1 149 et 311	En location
CARPENTRAS	33, rue David Guillaibert	49	En location
TOULON	7, place de l'Amiral Senes	367	En location
POITIERS	54/56, rue Carnot	260	En location
VICHY	9/11, boulevard de Russie	1 556	En location
LE PUY-EN-VELAY	48/50, rue Raphaël	647	En location
METZ	15, rue Enjurue	681	En location
TOTAL		7 873	

La SCPI Pierre investissement 3 est dans une phase active de liquidation de son patrimoine qui se traduit par la mise en vente des appartements respectant le critère de délai de location supérieur à neuf ans. A titre informatif, l'ensemble du patrimoine est libre de tout engagement fiscal mise à part l'immeuble de Vichy.

TAUX D'OCCUPATION PHYSIQUE ET FINANCIER



Les indicateurs de performance sont impactés par la liquidation de la SCPI.

Taux d'occupation physique : Ce taux reflète la situation d'occupation en fin de trimestre. Il est déterminé par la division de la surface cumulée des locaux occupés le dernier jour de la période par la surface cumulée des locaux détenus en exploitation par la SCPI.

Taux d'occupation financier : Ce taux prend en compte les flux effectivement appelés au titre du trimestre civil écoulé. Il s'agit des loyers, indemnités d'occupation ainsi que des indemnités compensatrices de loyers portant sur les seuls immeubles livrés (à l'exclusion des revenus « non récurrents »), et appelés au titre de la période et divisés par le montant des loyers théoriques.

MOUVEMENTS LOCATIFS SUR LE TRIMESTRE

RELOCATIONS : ENTRÉES DU 1^{ER} OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Ville	Nombre de baux signés	Surfaces louées (en m ²)
VICHY	1	55,00
PUY EN VELAY	1	94,00
TOTAL	2	149,00

VACANCES : SORTIES DU 1^{ER} OCTOBRE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Ville	Nombre de lots vacants	Surfaces louées (en m ²)
VALENCIENNES	1	53,92
METZ	1	127,00
TOTAL	2	180,92

Compte tenu de la liquidation, les locaux vacants ne sont pas mis en relocation mise à part les lots des immeubles de Vichy et Puy en Velay.

MARCHÉ SECONDAIRE DES PARTS / CONDITIONS DE CESSIION DES PARTS

La cession de parts peut s'effectuer soit directement par le porteur de parts (cession de gré à gré), soit par l'intermédiaire de la Société de gestion (article L.214-93 du code monétaire et financier).

Cession de gré à gré :

Les conditions sont librement débattues entre les intéressés. Si la cession se réalise, elle doit être signifiée à la société. Si l'acquéreur n'est pas associé, la cession est soumise à l'agrément du gérant qui résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la demande.

Cession par l'intermédiaire de la Société de gestion :

Conformément à l'article L.214-93 du code monétaire et financier, il est tenu au siège de la société et à la disposition des associés et des tiers un registre où sont recensées les offres de cession de parts ainsi que les demandes d'acquisition portées à la connaissance de la société. Les ordres d'achat et de vente sont confrontés périodiquement. Le prix d'exécution est établi le dernier jeudi du trimestre à 16 heures. Pour être pris en compte, les ordres doivent être reçus et validés au plus tard la veille, avant 16 heures.

Compte tenu des spécificités fiscales de la SCPI, le marché secondaire devrait être quasi inexistant. La Société de gestion n'a enregistré à ce jour aucun ordre d'achat ni de vente.

La société ne garantit pas la cession des parts.

Dans les deux cas, la cession sera également soumise au droit d'enregistrement de 5% du montant de la transaction.

Conditions de retrait :

Tout associé a le droit de se retirer de la société conformément à la clause de variabilité du capital prévue au statuts (article 7). Les parts remboursées seront annulées. Les demandes de remboursements sont prises en considération par ordre chronologique de notification par lettre recommandée avec accusé de réception au gérant dans la limite où la clause de variabilité le permet.

La Société de gestion mentionnera dans chaque bulletin trimestriel, les mouvements de capital intervenus dans le cadre de la variabilité. S'il s'avérait qu'une ou plusieurs demandes de retrait inscrites depuis plus de douze mois sur le registre de la SCPI représentaient au moins 10% des parts émises par la société, la Société de gestion en informera sans délai l'AMF, conformément à l'article L.214-93 du CMF.

Dans les deux mois à compter de cette information, la Société de gestion convoque une assemblée générale extraordinaire et lui propose la cession partielle ou totale du patrimoine, et toutes autres mesures appropriées, conformément à l'article L.214-114 du CMF.

Marché secondaire :

Aucun mouvement.

Vie sociale :

L'Assemblée Générale extraordinaire du 13 juillet 2018 a décidé la dissolution anticipée de la SCPI permettant de préparer et de réunir l'ensemble des éléments juridiques, techniques nécessaires pour réaliser les futures ventes.



RAPPEL SUR LES MODALITÉS DE SOUSCRIPTION

Prix de la part :	7 622,45 €
Nominal :	6 097,96 €
Prime d'émission :	1 524,49 €
Minimum :	2 parts
Maximum :	Pas de maximum
Commission de souscription :	14,40% TTC

En tant que souscripteur potentiel, avant toute souscription, vous devez impérativement prendre connaissance de la note d'information, des statuts, du dernier bulletin trimestriel ainsi que du dernier rapport annuel, disponible sur internet (www.inter-gestion.com) ou sur demande (InterGestion, 2 Rue de la Paix - 75002 Paris - Agrément AMF n°GP 12000008 du 29 Février 2012). La notice légale a obtenu le Visa n°00-04 de l'AMF en date du 20 janvier 2000.